

Accord-cadre de mission
d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour la mise en
œuvre, le
commissionnement et
l'évaluation du référentiel des
exigences (socle
d'exigences) applicables aux
projets immobiliers portés
par grand paris
aménagement, ses
établissements fédérés et
ses filiales

**Règlement de la consultation – Phase
candidatures (RCC)**

Consultation n°	23-00540
Date limite de remise des candidatures	08 / 09 / 2023 à 12 heures
Procédure de passation	Procédure avec négociation (Article R2124-3 2° Solutions innovantes - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Grand Paris Aménagement

Département Achats et Marchés

Représentant : Stéphane de Fay Monsieur le Directeur Général

Adresse : Grand Paris Aménagement

CS 10052

11 rue de Cambrai

Paris Cedex 19

75945

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr









Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre, le commissionnement et l'évaluation du référentiel d'exigences socle d'exigences) applicable aux projets immobiliers portés par Grand Paris Aménagement, ses établissements fédérés et ses filiales.

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Accord-cadre AMO Socle
 Acheteur	Grand Paris Aménagement
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Paris (75)
 Durée	48 mois – Durée initiale de 2 ans reconductible 1 fois pour la même durée - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure avec négociation (Article R2124-3 2° Solutions innovantes - Code de la commande publique).

Phase candidatures

Toutes les entreprises qui, après avoir pris connaissance de l'avis d'appel public à la concurrence, ont retiré ou téléchargé le dossier de consultation pour la phase de candidature, sont invitées à remettre un

dossier de candidature au pouvoir adjudicateur afin de procéder à la sélection des candidats qui seront admis à présenter une offre.
Il est précisé que le dossier de candidature sera remis dans les conditions fixées par l'avis et le présent règlement.

Phase offres

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement aux seuls candidats sélectionnés en application des critères indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent règlement.

Le nombre de candidats admis à remettre une offre sera de 3.

Cependant, si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur pourra continuer la procédure avec le(s) seul(s) candidat(s) sélectionné(s).

En application de l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur négociera les conditions du marché public avec le ou les opérateurs économiques admis à remettre une offre. Les modalités pratiques des négociations seront communiquées ultérieurement aux candidats. A l'issue des négociations, le candidat proposera une nouvelle offre.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

La négociation se déroulera en une seule phase pouvant comporter la remise de plusieurs offres ultérieures à l'offre initiale avant la remise de l'offre finale.

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

■ **Dossier de consultation – Phase candidatures :**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation
- Acte d'engagement
- DPU/BPU/DQE
- CCAP
- CCTP
- Le livrable de communication présentant les socles d'engagements et d'exigences
- Le socle d'exigences en détails

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. A cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel à l'acte d'engagement.

■ **Réalisation de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, dans la limite de 3 000 000 € HT, montant maximum du présent accord-cadre compris, soit 1 000 000 € HT de prestations similaires.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

3. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

■ **Modalités de remise des candidatures :**

Les candidatures doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les copies de sauvegarde et les éléments de la candidature qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Grand Paris Aménagement

DJF-DAM - Département des achats et des marchés

11 rue de Cambrai - Bâtiment 033

75945 PARIS Cedex 19

Pli pour la consultation : Accord-cadre de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre, le commissionnement et l'évaluation du référentiel des exigences (socle d'exigences) applicables aux projets immobiliers portés par grand paris aménagement, ses établissements fédérés et ses filiales–
Phase candidatures

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidatures doivent être rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RC :

d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,

et d'autre part, la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.

- les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

■ Remise électronique des candidatures :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme PLACE.

4. PHASE CANDIDATURES

■ Niveaux minimaux de capacité

Les exigences minimales que devront respecter les candidatures sont les compétences suivantes :

- Ingénierie globale pour la conception et la construction de bâtiment
- Management opérationnel de la performance environnementale

Toute candidature ne respectant pas les niveaux minimaux de capacité précisés à l'article 4 Phase candidature – Niveaux minimaux de capacité sera éliminée.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

Les éléments nécessaires à la sélection des candidatures sont les suivants :

Document	Descriptif
1 - Références services	<p>Chaque candidat présentera jusqu'à 8 fiches de références de marché de nature et de taille équivalente ou similaire, indiquant le détail des missions effectuées, les savoir-faire et compétences mis en pratique, le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les fiches références sont dans la mesure du possible illustrées avec des exemples de rendus graphiques.</p> <p>Ci-après, liste indicative des différents sujets classés par priorité concernant les missions à présenter au titre des références :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 - Mission d'AMO de contrôle de la performance environnementale sur les projets immobiliers développées au sein d'opération d'aménagement ➤ 2 - Mission de développement d'outils et de référentiels de contrôle de la performance environnementale de projets de construction pour le compte d'un aménageur ou d'une maîtrise d'ouvrage ➤ 3 - Missions de maîtrise d'œuvre sur des projets immobiliers ➤ 4 - Mission de développement ou de codéveloppement d'outils numériques / système d'information / plate-forme GED pour le contrôle de la bonne application d'exigences sur un projet immobilier </div> <p>Chaque candidat est limité à la transmission de 8 références maximum.</p>
2 - Justificatifs techniques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Moyens humains et matériels (effectifs, composition du groupement, adéquation des compétences et des moyens susceptibles d'être affectés) ➤ Titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat public ; ➤ Certificats de qualifications professionnelles : La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualification professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ; ➤ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; ➤ Une liste des moyens techniques et matériels du candidat
3 - Justificatifs administratifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Déclaration sur l'honneur : Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; ➤ Pouvoir : Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) ; ➤ Situation de redressement judiciaire : Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ; ➤ Attestation d'assurance : Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. ➤ Engagements environnementaux de la société (politique achat durable, RSE, ou autre)

■ **Réponse et groupement :**

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme

d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

C Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

5. JUGEMENT DES CANDIDATURES

■ Critères de sélection :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critères
Critère 1 - Evaluation des moyens humains et matériels : effectifs, composition du groupement, adéquation des compétences et des moyens susceptibles d'être affectés (50 pts)
Critère 2 - Pertinence et qualité des références : références similaires (management environnemental, outil numérique partagé) (40 pts)
Critère 3 - Engagements environnementaux de la société : politique achat durable, RSE, ou autre (10 pts)

6. PHASE OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Contenu des plis :

L'offre des candidats admis est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement
BPU	Bordereau de prix unitaire
DQE	Détail quantitatif estimatif
Mémoire technique*	<p>Le mémoire technique jusqu'à 40 pages A4 recto maximum, y compris la présentation du candidat et de l'équipe dédiée (minimum police 10)*. Ce document devra comporter les éléments suivants</p> <p>⋮</p> <ul style="list-style-type: none">➤ La compréhension* des enjeux associés à la mise en œuvre d'un référentiel d'exigences à l'échelle d'un aménageur, la compréhension de l'enjeu du marché pour GPA, un premier regard sur le référentiel d'exigences➤ La méthodologie* de réalisation de chaque élément de mission précisant pour chacun, <p>o Les enjeux de la mission,</p>

Document	Descriptif
	<ul style="list-style-type: none"> o La méthode de réalisation, o Les délais de réalisations, o Le rôle de chaque membre du groupement le cas échéant <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'organisation* pressentie pour la réalisation des différents éléments de missions expliquant notamment comment le groupement va travailler avec les acteurs réunis autour d'un projet immobilier (GPA et ses partenaires, l'opérateur et sa MOE, CERQUAL). ➤ Présentation de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations avec transmission en annexe des CV des membres de l'équipe et d'un organigramme ainsi qu'une présentation des compétences et de la méthodologie de coordination des différents membres du groupement. ➤ La répartition de la rémunération et du temps passé entre les différents éléments de missions et entre les membres du groupement
Détail des temps passés par profil	Tableau de détail des temps passés par profil

***Toute offre dont le mémoire technique dépasserait le nombre de pages (jusqu'à 20 feuilles A4 maximum, soit 40 pages hors annexes y compris la présentation du candidat et de l'équipe dédiée et répartition de la rémunération et du temps passé (minimum police 10)) sera déclarée irrégulière en ce qu'elle est non-conforme aux prescriptions du présent règlement de consultation, et sera éliminée en application des articles L. 2152-1 et R. 2152-1 du Code de la commande publique.**

Cette liste des pièces n'est qu'indicative et pourra varier lors de la consultation des candidats admis à remettre une offre.

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (60 %)	Valeur technique
- Méthodologies, démarches et moyens techniques (30 %) – Noté sur 5 points	Description de la méthodologie envisagée pour chaque mission précisée dans le CCTP
- Qualité de l'équipe dédiée (30 %) – Noté sur 5 points	
2. Prix (40 %)	Prix

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre

du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS	Extrait K-bis, D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
Paris
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)